



RÈGLEMENT SCOLAIRE

L'Assemblée communale de Villorsonnens

Vu la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS) (RSF 411.0.1);
Vu le règlement du 19 avril 2016 de la loi scolaire (RLS) (RSF 411.0.11);
Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1);
Vu le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes (RELCo) (RSF 140.11) ;
Vu l'ordonnance du 19 avril 2016 fixant des montants maximaux facturés dans le cadre de la scolarité obligatoire (RSF 411.0.16) ;

adopte les dispositions suivantes :

Objet	Art. 1.- Le présent règlement détermine le fonctionnement et la gestion de l'école primaire de la commune, laquelle forme un cercle scolaire.
Transports scolaires (art. 17 LS et art. 10 à 18 RLS)	Art. 2.- ¹ Le Conseil communal organise et finance les transports scolaires au sens de la législation scolaire. Ainsi, notamment : <ul style="list-style-type: none">a) il reconnaît les transports gratuits en raison de la longueur ou de la dangerosité du trajet ;b) il fixe l'horaire et le parcours;c) il prévoit les haltes nécessaires en choisissant des endroits exempts de danger;d) il choisit le transporteur ou la transporteuse;e) il fait surveiller l'arrivée et le départ du véhicule à l'école;f) il veille de manière générale à la sécurité du transport pour les élèves. ² La commune organise le transport scolaire durant la pause de midi. ³ Les élèves se rendant à l'école en bus scolaire respectent les règles prescrites de discipline et de comportement. Le Conseil communal prend toute mesure adéquate à l'égard des élèves indisciplinés. Si les circonstances l'exigent et après avertissement écrit aux parents (sauf cas grave), une exclusion temporaire du bus pouvant aller jusqu'à 10 jours de classe peut être prononcée par le Conseil communal. Les parents assument le transport de leur enfant durant cette période.
Sécurité sur le chemin d'école (art. 18 al. 1 RLS)	Art. 3.- ¹ Les élèves qui se rendent à pied à l'école utilisent les chemins balisés et les passages desservis par les patrouilleurs. Ils peuvent se servir de leur bicyclette sous la responsabilité de leurs parents. Les bicyclettes sont rangées aux endroits prévus à cet effet.

<p>Respect du matériel, du mobilier, des locaux et installations, ainsi que du bus scolaire (art. 57 al. 5 et 64 al. 4 RLS)</p>	<p>² Les parents accompagnant leur enfant en voiture à l'école les déposent et les attendent en dehors du périmètre scolaire, sur les places de stationnement prévues à cet effet.</p> <p>Art. 4.- ¹ Le Conseil communal peut demander réparation de tout dommage causé de manière illicite par des élèves au matériel, mobilier, locaux, installations, ainsi qu'au bus scolaire.</p> <p>² Lorsque les dommages sont causés intentionnellement, le Conseil communal peut astreindre l'élève fautif ou fautive à effectuer, en dehors des heures de classe, une tâche éducative adaptée d'une durée maximale de 18 heures par infraction. L'élève est alors sous la responsabilité de la commune.</p>
<p>Contribution pour les fournitures scolaires et pour certaines activités scolaires (art. 10 al. 3 LS, art. 9 RLS et art. 1 de l'ordonnance sur montants maximaux)</p>	<p>Art. 5.- ¹ Une contribution est demandée aux parents pour couvrir les frais des fournitures scolaires et de certaines activités scolaires, déplacements y relatifs inclus.</p> <p>² Cette contribution est définie par le Conseil communal. Elle se base sur un forfait. Elle se monte, au maximum à 100 francs par élève et par année scolaire.</p> <p>³ Un montant forfaitaire maximal de 400 francs par élève et par année scolaire peut être facturé en plus afin de couvrir les frais d'une semaine thématique, d'une semaine verte ou d'un camp, y compris l'éventuelle location de matériel.</p>
<p>Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire pour des raisons de langue (art. 14 al. 2, 15, 16 al. 2 LS et art. 2 et 3 ordonnance sur montants maximaux)</p>	<p>Art. 6.- ¹ Lorsqu'un ou une élève du cercle scolaire est autorisé-e à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire pour des raisons de langue, le Conseil communal perçoit une participation auprès des parents.</p> <p>² Cette participation correspond au montant effectif de la participation demandée par le cercle scolaire d'accueil mais, au maximum, à 1'000.- francs par élève et par année scolaire.</p> <p>³ Le transport scolaire est à la charge des parents.</p>
<p>Demi-jours de congé hebdomadaire et horaire des classes (art. 20 LS et art. 35 RLS, art. 30 et 31 RLS)</p>	<p>Art. 7.- ¹ En plus du mercredi après-midi, les demi-jours de congé hebdomadaire sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) pour les élèves de 1^H : Lundi après-midi, Mardi matin, Mardi après-midi, Jeudi après-midi, Vendredi matin. b) pour les élèves de 2^H : Mercredi matin, Vendredi après-midi c) pour les élèves de 3^H : Mercredi et Jeudi matin en alternance d) pour les élèves de 4^H : Mardi et Jeudi après-midi en alternance <p>² L'horaire des classes est communiqué aux parents par écrit avant le début de l'année scolaire.</p>
<p>Commande de matériel scolaire (art. 57 al. 2 let. d LS)</p>	<p>Art. 8.- ¹ Le Conseil communal décide de la procuration aux enseignant-e-s et aux élèves des fournitures et du matériel scolaires nécessaires.</p> <p>² Les commandes faites par l'établissement doivent être visées par le ou la Conseiller/ère communal/e, responsable des écoles, qui s'occupe de régler les factures y relatives.</p>
<p>Conseil des parents (art. 31 LS et art. 58 à 61 RLS) a) Composition et désignation des membres</p>	<p>Art. 9.- ¹ Le conseil des parents se compose de 4 membres (1 représentant pour chacun des quatre villages : Chavannes-sous-Orsonnens, Orsonnens, Villargiroud, Villarsiviriaux), parents d'élèves, nommés par le Conseil communal.</p>

² L'information pour la candidature des parents se fait :

- Par une information dans le bulletin communal et/ou sur le site internet de la commune

³ Après réception de toutes les candidatures des parents, le Conseil communal s'assure une représentativité des quatre villages de la commune ainsi que d'une représentativité des niveaux scolaires. Si plusieurs candidatures satisfont ces critères, les membres du conseil des parents seront désignés par tirage au sort.

⁴ Le/La responsable d'établissement participe au conseil des parents.

⁵ Le corps enseignant est représenté par une personne désignée par ses pairs.

⁶ Le ou la Conseiller/ère communal/e, responsable des écoles, participe au conseil des parents.

b) Durée de fonction

Art. 10.- ¹ Les membres, parents d'élèves, sont désignés pour une durée minimale de trois ans.

² Les membres démissionnaires informent le Conseil communal.

³ Les membres sont tenus de démissionner s'ils n'ont plus d'enfants scolarisés à l'école primaire. Le Conseil communal peut maintenir un membre en fonction jusqu'à ce que son remplacement soit assuré, mais au plus pendant une année.

c) Organisation

Art. 11.- ¹ Le conseil des parents nomme sa vice-présidence et son secrétariat. Il peut confier le secrétariat à une personne extérieure. La présidence est assumée par le ou la Conseiller/ère communal/e, responsable des écoles.

² En collaboration avec le secrétariat, la présidence assure la planification des travaux, convoque les séances, propose leur ordre du jour et dirige les délibérations.

³ Le conseil des parents se réunit au moins 2 fois par année scolaire. Il est en outre convoqué lorsque les sujets l'exigent ou lorsque 2 membres, parents d'élèves, en font la demande.

⁴ Il ne peut voter sur les propositions émises que si la majorité des membres, parents d'élèves, est présente.

⁵ Le conseil des parents tient un procès-verbal de ses réunions, mentionnant au moins les membres présents, les objets discutés, les propositions ainsi que le résultat des éventuels votes.

⁶ Il peut inviter des professionnels ou des milieux actifs au sein de l'école à participer aux réunions. Il peut également inviter une délégation d'élèves pour les entendre sur des sujets spécifiques les concernant et examiner leurs propositions.

Accompagnement des devoirs (art. 127 RLS)

Art. 12.- ¹ En fonction des besoins recensés, le Conseil communal peut mettre en place des modalités d'accompagnement des devoirs.

² Cette prestation fait l'objet d'une participation financière des parents dont le montant maximal est de 15 francs/heure par élève.

Périmètre scolaire (art. 94 LS et art. 122 RLS)

Art. 13.- ¹ Le périmètre scolaire de l'établissement est constitué des bâtiments accueillant les élèves, des préaux et places de récréation. Ce périmètre délimite l'aire dans laquelle les élèves sont placés sous la responsabilité de l'école durant le temps scolaire.

² Le chemin de l'école ne fait pas partie du périmètre scolaire.

Tarif des redevances (art. 10 al. 3 LCo)

Art. 14.- Le Conseil communal édicte un tarif des taxes et participations prévues dans le présent règlement dans les limites fixées par ce dernier pour chaque type de redevance.

Voies de droit (art. 89 LS et art. 153 LCo)

Art. 15.- ¹ Toute décision prise en application du présent règlement peut faire l'objet d'une réclamation auprès du Conseil communal dans les 30 jours dès sa notification.

² La décision du Conseil communal peut faire l'objet d'un recours au préfet dans les 30 jours dès sa notification.

Dispositions finales

Art. 16.- ¹ Le règlement scolaire du 4 septembre 2001 est abrogé.

² Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.

³ Le présent règlement et le tarif mentionné à l'article 15 sont publiés sur le site internet de la commune. Ils sont remis au ou à la responsable d'établissement et, sur demande, aux parents.

⁴ Le règlement d'établissement, adopté par le ou la responsable d'établissement, est également publié sur le site internet de la commune.

Adopté par l'Assemblée communale le 24 avril 2017

La secrétaire
J. Morel

Le syndic
M. Phillot

Approuvé par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, le 14 juin 2017

Le Conseiller d'Etat, Directeur :